

# OS souverain : un « non-sens » pour l'Anssi

Lors d'une conférence de presse organisée hier en marge du Forum International de la Cybersécurité (FIC), qui se tient en ce moment à Lille, Guillaume Poupard, le directeur général de l'Anssi, ne s'est pas fait prier pour dire tout le mal qu'il pense du projet d'OS souverain, envisagé dans le cadre de amendements déposés sur la loi pour une République numérique, en cours de discussion au Parlement. « *S'il s'agit de redévelopper à partir de rien un système d'exploitation, c'est un non-sens* », a tranché Guillaume Poupard, qui a également raillé toute idée visant à créer un système d'exploitation favorisant les opérations des services de sécurité français. « *Nous ne sommes pas en Corée du Nord* », balance le directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information. Fin décembre, deux chercheurs en sécurité ont en effet montré comment l'OS développé par ce régime (Red Star) permet d'espionner ses utilisateurs.

## « Nous avons déjà un OS souverain »

« *Par contre, parvenir à une meilleure maîtrise des systèmes d'exploitation que nous employons n'est pas forcément une mauvaise chose* », ajoute Guillaume Poupard, qui précise que l'Anssi a déjà mis au point une déclinaison de Linux sécurisée par ses soins. « *Si c'est de cela dont il s'agit, alors la bonne nouvelle, c'est que nous avons déjà cet OS souverain* », s'amuse le directeur général de l'agence. Suite au vote de l'amendement intégrant ce projet à la loi Lemaire, de nombreuses voix se sont levées pour dénoncer l'inanité de ce projet. Même la secrétaire d'Etat au Numérique y est allé de son couplet.

Si la disposition, adoptée en première lecture par l'Assemblée Nationale, est confirmée par les futures discussions au Parlement, un **Commissariat à la souveraineté numérique** serait créé, organisme chargé de ce projet d'OS tricolore ainsi que des protocoles de chiffrement. Rappelons que l'idée d'un OS bleu, blanc, rouge n'est pas nouvelle, elle a été évoquée dès 2014 par Arnaud Montebourg, alors ministre de l'Economie, du Redressement productif et du Numérique.

### A lire aussi :

[Loi numérique : lanceurs d'alerte protégés et OS Souverain validé](#)

[Olivier Rafal, PAC : « Deux Cloud souverains en France, c'était délirant ! »](#)